

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 518**15 juillet 1998****SOMMAIRE**

Ahlers International S.A., Luxembourg	pages 24841, 24842
Autogrill International S.A., Luxembourg	24840
Banque Banespa International S.A., Luxembourg	24847, 24850
BLH Boatbuilders S.A., Luxembourg	24847
BR & Portfolio, Sicav, Luxembourg	24827, 24828
Canon Benelux S.A., Luxembourg	24860
Car International Finance S.A., Luxembourg	24857
Compagnie Best Luxembourgeoise S.A., Luxembourg	24857
Compu-Trading Luxembourg, S.à r.l., Mamer	24860
Cosmopolitan Holding S.A., Luxembourg	24857, 24858
Duferco Finance Holding S.A., Luxembourg	24818
East Partners S.A., Luxembourg	24851, 24853
Egest Finance S.C.A., Luxembourg	24861
Egest Invest & Cie S.A., Luxembourg	24861
Eilan International S.A., Luxembourg	24862
Fablux S.A., Luxembourg	24860
FAS, Fiduciaire et Agence de Services S.A., Luxembourg	24847
FGL - Deloitte & Touche Internal Audit, S.à r.l., Luxembourg	24864
Fibelux S.A., Luxembourg	24858, 24859
Financière Internationale S.A.H., Luxembourg	24861, 24862
Finanzgesellschaft für das Rheinlandgebiet A.G., Luxembourg	24864
Finav S.A., Luxembourg	24862, 24864
Fondation Faune-Flore. Institut de Recherche sur le Patrimoine Naturel et la Biodiversité, Luxembourg	24842
Geo & Hydro Environnements S.A., Rodange	24853, 24855
Radial S.A., Luxembourg	24817
Riana Anlagen S.A., Luxembourg	24818
Société de Distribution de Produits Sidérurgiques, S.à r.l., Frisange	24826
Société d'Exploitation Ferroviaire S.A., Luxembourg	24828
S.O.E. Consulting S.A., Dudelange	24824
Symptom, S.à r.l., Luxembourg	24855
Velbo Financière I S.A., Luxembourg	24838
Ypolux S.C., Luxembourg	24836
Zukunft Anlagen S.A., Luxembourg	24830

RADIAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 16.654.

Le bilan au 31 mars 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 1998.

Signature.

(18741/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

DUFERCO FINANCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 21, rue Glesener.

Le bilan au 31 août 1997, enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 99, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultats reportés	USD 582.547,-
- Résultat de l'exercice	USD 21.979,-
- Report à nouveau	USD 560.568,-

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 1998.

Signature.

(18661/507/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

RIANA ANLAGEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier avril.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. La société anonyme PITOCA S.A., établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, boulevard Royal, numéro 8, ici représentée par Monsieur Erwan Corlay, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 25 mars 1998.

2. La société CUERVELO MARINE LIMITED, établie et ayant son siège social à Gibraltar, ici représentée par Monsieur Erwan Corlay, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 25 mars 1998.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme, sous la dénomination de RIANA ANLAGEN S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité pour l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition et la vente, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société a en outre pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y attachés.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garanties, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital autorisé est fixé à cent millions de francs luxembourgeois (100.000.000,- LUF) représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions d'actions, sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme adapté à la modification intervenue.

Les actions peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de dispositions et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société en observant les dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 12. La société est surveillée par un plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier vendredi du mois d'octobre à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier mai et finit le 30 avril de l'année suivante.

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

L'assemblée décide souverainement de l'affectation du solde. Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi.

Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille, ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Dissolution - Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition particulière

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 avril 1999.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le premier vendredi du mois d'octobre 1999.

Souscription - Libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit LUF	Nombre d'actions	Libération LUF
1. PITOCA S.A. préqualifiée	1.249.000,-	1.249	1.249.000,-
2. CUERVELO MARINE LIMITED, préqualifiée	1.000,-	1	1.000,-
Total:	1.250.000,-	1.250	1.250.000,-

Preuve de ces paiements a été donnée au notaire instrumentant de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF) se trouve à la disposition de la société.

Déclaration

Le notaire soussigné de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à soixante-dix mille francs luxembourgeois (70.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Maître Jim Penning, avocat, demeurant à Luxembourg,
 - b) Maître Pierre Olivier Wurth, avocat, demeurant à Luxembourg,
 - c) Maître Philippe Penning, avocat, demeurant à Luxembourg.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:
FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, ayant son siège social à Luxembourg.
- 4.- L'adresse de la société est fixée à Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
- 5.- La durée du mandat des administrateurs et commissaire sera d'une année et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 1999.
- 6.- L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un administrateur.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Le présent acte est rédigé en français, suivi d'une version allemande; en cas de divergences entre le texte français et le texte allemand, la version française fera foi.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, am ersten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit, im Amtswohnsitz zu Hesperingen.

Sind erschienen:

1. PITOCA S.A., mit Sitz zu L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal
hier vertreten durch Herrn Erwan Corla, Privatbeamter, wohnhaft in Luxemburg,
auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg, am 25. März 1998.

2. Die Gesellschaft CUERVELO MARINE LIMITED, mit Sitz zu Gibraltar,
hier vertreten durch Herrn Erwan Corlay, vorgeannt,
auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg, am 25. März 1998.

Welche Vollmachten, nach ne varietur-Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beibehalten bleiben, um mit denselben formalisiert zu werden.

Dieser Komparent, namens wie er handelt, ersuchte den amtierenden Notar nachstehenden Gesellschaftsvertrag einer anonymen Gesellschaft zu beurkunden wie folgt:

Bezeichnung, Sitz, Dauer, Zweck, Kapital

Art. 1. Zwischen den Komparenten und allen zukünftigen Inhabern der in Nachfolgendem bezeichneten Aktien wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung RIANA ANLAGEN S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich zu Luxemburg.

Durch Verwaltungsbeschluss können Niederlassungen, Zweigstellen und Büros, sowohl innerhalb der Grenzen des Grossherzogtums Luxemburg als auch im Ausland geschaffen werden.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre in jede beliebige Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art einer ordentlichen Geschäftsabwicklung entgegenstehen oder eine normale Verbindung mit dem Gesellschaftssitz oder des Gesellschaftssitzes mit dem Ausland verhindern oder zu verhindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung der ursprünglichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; trotz dieses vorläufigen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten.

Die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organe der Gesellschaft können die Verlegung des Gesellschaftssitzes anordnen sowie Dritten zur Kenntnis bringen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck den An- und Verkauf, die Vermietung und die Verwaltung von allen beweglichen und unbeweglichen Gütern gelegen im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland.

Die Gesellschaft hat ausserdem zum Zweck jedwede Beteiligung an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, den Erwerb mittels Kauf, Zeichnung oder sonstwie und die Veräusserung mittels Verkauf, Tausch oder sonstigen Rechtsgeschäften von jeglichen Wertpapieren sowie die Verwaltung und Auswertung des Wertpapiervermögens welches sie besitzen wird, den Kauf, die Abtretung und die Verwertung von Patenten und patentierbarem Verfahren, welche mit jenen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann die Aufnahme und die Gewährung von Anleihen und Darlehen, mit oder ohne diesbezügliche Sicherheiten vornehmen, sie kann an der Gründung und Entwicklung jeglicher Unternehmen teilnehmen und ihnen jegliche Unterstützung bewilligen. Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle Kontroll-, Überwachungs- und Dokumentierungsmassnahmen treffen und die Ausübung jedweder Tätigkeit zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes vornehmen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF) und ist aufgeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien von tausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF) pro Aktie.

Das genehmigte Gesellschaftskapital wird auf hundert Millionen Luxemburger Franken (100.000.000,- LUF) festgesetzt, eingeteilt in hunderttausend (100.000) Aktien mit einem Nennwert von tausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF) pro Aktie.

Das genehmigte und gezeichnete Gesellschaftskapital kann aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Desweiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Zeitspanne von fünf Jahren vom Datum der Veröffentlichung dieser Satzung an gerechnet, das gezeichnete Kapital im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

Diese Kapitalerhöhungen können gezeichnet und ausgegeben werden mittels Aktien mit oder ohne Ausgabepremie ganz nach Belieben des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist insbesondere ermächtigt diese Aufstockungen vorzunehmen ohne den jetzigen Aktionären ein Zeichnungsprivileg auf den auszugebenden Aktien vorzubehalten.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Prokurist oder jeder anderen ermächtigten Person Vollmacht erteilen, um die Zeichnungen die Zahlung des Preises der Aktien zu erhalten, welche die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen.

Jedesmal wenn der Verwaltungsrat eine solche Kapitalerhöhung amtlich festgestellt hat, wird dieser Artikel als automatisch an die vorgenommene Änderung angepasst, betrachtet.

Die Gesellschaft kann je nach Wunsch der Aktieninhaber Globalaktien oder Einzelaktien ausstellen.

Die Aktien sind Namens- oder oder Inhaberaktien nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien im Rahmen und unter den gesetzlichen Bedingungen Gesetzes zurückkaufen.

Verwaltung, Aufsicht

Art. 6. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von wenigstens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können; sie werden durch die Generalversammlung ernannt, welche deren Zahl und die Dauer ihrer Mandate bestimmt. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt, die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat, aus welcher Ursache auch immer, vorzunehmen. Die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Art. 7. Der Verwaltungsrat bezeichnet aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben; die Vertretung unter Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig. In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 8. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates werden durch die anwesenden Mitglieder unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und trifft alle ihm zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen im Rahmen des Gesellschaftszweckes.

Seine Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz oder laut der gegenwärtigen Satzung vorbehaltenen Beschlüsse.

Art. 10. Der Verwaltungsrat ist befugt, im Rahmen von Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, die Geschäftsführung entweder an Verwaltungsratsmitglieder oder an Dritte zu übertragen, welche nicht unbedingt Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Der Verwaltungsrat ist ausserdem befugt, durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden Bevollmächtigte für Sondergeschäfte zu bestellen.

Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 11. Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet, unbeschadet der Beschlüsse betreffend die Erteilung von Untervollmachten und Mandate, welche vom Verwaltungsrat im Rahmen von Artikel 10 der Satzung erteilt werden.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können. Sie werden durch die Generalversammlung, die ihre Zahl und die Dauer ihrer Mandate festlegt, ernannt.

Generalversammlung

Art. 13. Jede rechtsgültig zusammengesetzte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Dieselbe ist weitgehendst befugt sämtliche die Gesellschaft betreffende Rechtshandlungen zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am ersten Freitag des Monats Oktober um 16.00 Uhr an einem in den Einberufungen zu bestimmenden Ort der Stadt Luxemburg statt.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Sollte durch höhere Gewalt eine ungehinderte Zusammenkunft in Luxemburg beeinträchtigt werden, so können die Generalversammlungen - auch die ordentliche Generalversammlung - im Ausland stattfinden; die Festlegung dieser Sonderumstände obliegt dem Verwaltungsrat.

Der Verwaltungsrat legt die Zulassungsbedingungen zu den Generalversammlungen fest.

Art. 15. Die Einberufungen der Generalversammlung erfolgen laut den gesetzlichen Bestimmungen.

Falls sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie Kenntnis der ihnen vorliegenden Tagesordnung haben, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig stattfinden.

Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am 1. Mai und endet am 30. April des darauffolgenden Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fliessen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Diese Zuweisung ist nicht mehr zwingend notwendig wenn und solange der Reservefonds zehn Prozent des Nominalwertes des Kapitals beträgt.

Darüberhinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken. Die auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung. Die Generalversammlung kann den Verwaltungsrat ermächtigen, die Dividende in einer anderen Währung als derjenigen, in der die Bilanz ergeht zu zahlen und dabei selbstständig den Umrechnungskurs zu bestimmen.

Die Ausschüttung von Vorschussdividenden kann erfolgen unter Berücksichtigung der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien zurückkaufen mittels freier Reserven und unter Respektierung der zwingenden gesetzlichen Bestimmungen.

Solange die Gesellschaft diese Aktien hält, sind sie nicht berechtigt an Abstimmungen teilzunehmen und erhalten auch keine Dividende.

Auflösung, Liquidation

Art. 18. Die Generalversammlung ist jederzeit befugt die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen.

Bei Auflösung der Gesellschaft wird diese durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Die Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden, deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung.

Besondere Bestimmungen

Hinsichtlich der durch die gegenwärtige Satzung nicht erfassten Bestimmungen unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tage der Gründung und endet am 30. April 1999.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt am ersten Freitag des Monats Oktober im Jahre 1999.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Aktien wurden durch die Komparenten gezeichnet wie folgt:

Aktionäre	Gezeichnetes Kapital LUF	Aktien	Eingezahltes Kapital LUF
PITOCA S.A.	1.249.000,-	1.249	1.249.000,-
CUERVELO MARINE LIMITED	1.000,-	1	1.000,-
Total:	1.250.000,-	1.250	1.250.000,-

Die Aktionäre haben den Betrag ihrer Zeichnung sofort und in bar eingezahlt; somit verfügt die Gesellschaft ab sofort über einen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF), worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Feststellung

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Kostenabschätzung

Der Betrag aller Kosten, Auslagen und Lasten irgendwelcher Art, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung anfallen, werden abgeschätzt auf siebenzigtausend Luxemburger Franken (70.000,- LUF).

Ausserordentliche Generalversammlung

Nach Festlegung der Satzung der Gesellschaft haben die Komparenten, welche das gesamte Aktienkapital vertreten und sich als rechtsgültig zusammengerufen betrachten, in ausserordentlicher Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgelegt.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - a) Herr Jim Penning, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
 - b) Herr Pierre Olivier Würth, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
 - c) Herr Philippe Penning, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
- 3) Die Zahl der Kommissare wird auf einen festgelegt.

Zum Kommissar wurde bestellt:

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, mit Sitz in Luxemburg.

- 4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2449 Luxemburg, 8, boulevard Royal.

5) Die Dauer des Mandates der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars ist auf ein (1) Jahr festgesetzt und wird sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 1999 enden.

6) Der Verwaltungsrat erhält die Erlaubnis seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung an eines seiner Mitglieder zu delegieren.

Der unterzeichnete Notar welcher die deutsche Sprache kennt, erklärt dass gegenwärtige Urkunde in Französisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Im Falle einer Abweichung der beiden Fassungen wird die französische Fassung massgebend sein.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, hat dieser mit Uns Notar vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: E. Corlay, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1998, vol. 107S, fol. 1, case 7. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 28 avril 1998.

G. Lecuit.

(18609/220/382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

S.O.E. CONSULTING, Société Anonyme.

Siège social: L-3440 Dudelange, 46A, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt avril.

Par-devant Maître Jean Seckler notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Philippe Lepretre, administrateur de société, demeurant à L-5441 Remerschen, 28, route de Mondorf;
- 2.- La société anonyme PERFORM AND SERVICES S.A., ayant son siège social à L-3378 Livange, Centre «le 2000», ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Philippe Lepretre, préqualifié.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de S.O.E. CONSULTING.

Le siège social est établi à Dudelange.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

La durée de la société est indéterminée.

Art. 2. La société a pour objet la vocation de conseils commerciaux, services administratifs, gestion d'activités commerciales et formation des adultes.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) divisé en cent (100) actions de douze mille cinq cents francs luxembourgeois (12.500,- LUF) chacune.**Art. 4.** Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Le capital de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis, sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, ces trois étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, rééligibles et toujours révocables, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six ans.

Art. 8. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le dernier mardi du mois de juin à 18.00 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le ou les commissaires. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 11. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 12. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications de ses statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1998.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1999.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Philippe Lepretre, préqualifié, cinquante actions	50
2.- La société anonyme PERFORM AND SERVICES S.A., prédésignée, cinquante actions	50
Total: cent actions	100

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de cinquante-cinq mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur André Hittinger, directeur commercial, demeurant à F-57110 Illange, 4A, rue du Centre Commercial (France);
 - b) Monsieur Serge Spinner, comptable, demeurant à F-57310 Bertrange, 5, rue des Vergers (France);
 - c) Madame Nathalie D'Angelo-Thomas, secrétaire, demeurant à F-57100 Thionville, 6, rue du Château d'Eau (France).
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
La société GESCOREX, S.à r.l., ayant son siège social à F-54700 Pont-à-Mousson, 133, rue Edmond Michelet (France).
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaires prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2003.
- 5) Le siège social est établi à L-3440 Dudelange, 46A, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
- 6) Le conseil d'administration est autorisé à nommer Monsieur André Hittinger aux fonctions d'administrateur-délégué.

Réunion du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration présents, délibérant valablement, nomment Monsieur André Hittinger préqualifié, aux fonctions d'administrateur-délégué, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Livange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Lepretre, A. Hittinger, S. Spinner, N. D'Angelo-Thomas, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 avril 1998, vol. 503, fol. 11, case 5. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 mai 1998.

J. Seckler.

(18614/231/166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SIDERURGIQUES,

Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5751 Frisange, 40A, rue Robert Schuman.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le neuf avril.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. Monsieur Christian Welferinger, commercial, demeurant à F-57330 Hettange Grande, 11, rue de Picardie,
 2. Madame Isabelle Marchand-Welferinger, sans état, demeurant à F-57330 Hettange Grande, 11, rue de Picardie,
- les deux ici représentés par Maître Christian Gaillot, avocat, demeurant à Luxembourg,
en vertu de deux procurations sous seing privé, délivrées le 9 avril 1998, lesquelles, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SIDERURGIQUES, société à responsabilité limitée.

Art. 2. Le siège social est établi à Frisange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. La société peut créer des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le négoce de produits sidérurgiques, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini, ou à tous objets similaires ou connexes. Elle pourra aussi apporter son conseil dans des opérations se rattachant à l'objet social ci-dessus défini.

La société peut accomplir toutes les opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à son objet ou de nature à le favoriser: elle peut notamment s'intéresser par voie d'apport, cession, souscription, participation, fusion ou de toute autre manière à toutes entreprises ou sociétés ayant un objet analogue ou connexe au sien.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune, qui ont été souscrites comme suit et libérées comme suit:

Associés	Capital souscrit	Nombre de parts
- Christian Welferinger	250.000	250
- Isabelle Welferinger-Marchand	250.000	250
Total	500.000	500

Toutes les parts ont été intégralement libérées de sorte que la somme de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés ou leurs héritiers. Une cession de parts à un tiers est interdite sans le consentement exprès des associés.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur la base des trois derniers bilans.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture d'un des associés. En cas de décès d'un des associés, la société continuera entre l'associé survivant et les héritiers légaux de l'associé décédé. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les copropriétaires d'une part devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Art. 9. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice prendra cours aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 1998.

Art. 10. En cas de dénonciation, la société sera dissoute conformément aux prescriptions légales au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 11. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ trente-cinq mille francs (35.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-5751 Frisange, 40A, rue Robert Schuman.

2. Monsieur Christian Welferinger, prénommé est nommé en tant que gérant unique de la prédite société, pour une durée illimitée. La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Gaillot, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 1998, vol. 107S, fol. 31, case 4. — Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 28 avril 1998.

G. Lecuit.

(18612/220/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BR & PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 52.182.

Le bilan au 31 janvier 1998, enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour le Conseil d'Administration
V. Doumier

(18640/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BR & PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 52.182.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 1998

- Approbation des comptes arrêtés au 31 janvier 1998
 - Renouvellement pour un an du mandat de la firme EURO SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) comme réviseur
 - Paiement d'un dividende aux actions de la catégorie «A» (Distribution)
- | | | |
|---------------------------------------|---------|-------------|
| BR & A Portfolio Rente 3 ans | LUF 300 | Coupon n° 2 |
| BR & A Portfolio Rente Durée Variable | LUF 750 | Coupon n° 2 |

Composition du Conseil d'Administration

M. Paul Vanblaere Président
M. Amatus Decat
M. Daniel de Meester de Heyndonck
M. Jan Vanhevel
M. Frans Sercu
M. Vincent Doumier
BR & ASSOCIÉS, BANQUIERS S.A.

Réquisitions aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18641/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

SOCIETE D'EXPLOITATION FERROVIAIRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-deux avril.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Paul Lutgen, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg,
- 2) Monsieur Luc Braun, diplômé ès sciences économiques, demeurant à Schressig.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SOCIETE D'EXPLOITATION FERROVIAIRE S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matières économique, commerciale et financière, ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés à Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs (1.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Vis-à-vis des tiers la société sera engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration ou de l'administrateur-délégué.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut excéder six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social qui commence le jour de la constitution de la société et finit le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième lundi du mois de juin à 17.30 heures et pour la première fois en mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées seront faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes avec l'approbation du commissaire aux comptes et en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La société peut acquérir ses propres actions dans les cas et sous les conditions prévues par les articles 49-2 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915.

Art. 12. La loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés, déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Monsieur Paul Lutgen, préqualifié, six cent vingt-cinq actions	625
2) Monsieur Luc Braun, préqualifié, six cent vingt-cinq actions	625
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ainsi souscrites ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la libre et entière disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante mille francs (50.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Paul Lutgen, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, président du conseil d'administration,

b) Monsieur Luc Braun, diplômé ès sciences économiques, demeurant à Schrassig, administrateur-délégué,

c) ARMOR S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, 16, allée Marconi.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée EURAUDIT, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, 16, allée Marconi.

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2002.

5) L'adresse de la société est fixée à Luxembourg, 16, allée Marconi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Lutgen, L. Braun, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 28 avril 1998, vol. 107S, fol. 45, case 3. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1998.

P. Frieders.

(18613/212/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

ZUKUNFT ANLAGEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier avril.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. La société anonyme PITOCA S.A., établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, boulevard Royal, numéro 8

ici représentée par Monsieur Jean-Philippe Luidinant, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 25 mars 1998.

2. La société CUERVELO MARINE LIMITED, établie et ayant son siège social à Gibraltar,

ici représentée par Monsieur Jean-Philippe Luidinant, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 25 mars 1998.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme, sous la dénomination de ZUKUNFT ANLAGEN S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité pour l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition et la vente, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société a en outre pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possèdera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y attachés.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garanties, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital autorisé est fixé à cent millions de francs luxembourgeois (100.000.00,- LUF) représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions d'actions, sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme adapté à la modification intervenue.

Les actions peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de dispositions et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société en observant les dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 12. La société est surveillée par un plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième vendredi du mois d'octobre à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier mai et finit le 30 avril de l'année suivante.

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

L'assemblée décide souverainement de l'affectation du solde. Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi.

Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille, ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Dissolution - Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition particulière

Pour tous les points non spécifiés dans les présentes statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 avril 1999.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le deuxième vendredi du mois d'octobre 1999.

Souscription - Libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit LUF	Nombre d'actions	Libération LUF
1. PITOCA S.A. préqualifiée	1.249.000,-	1.249	1.249.000,-
2. CUERVELO MARINE LIMITED, préqualifiée	1.000,-	1	1.000,-
Total:	1.250.000,-	1.250	1.250.000,-

Preuve de ces paiements a été donnée au notaire instrumentant de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,- LUF) se trouve à la disposition de la société.

Déclaration

Le notaire soussigné de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à soixante-dix mille francs luxembourgeois (70.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Maître Jim Penning, avocat, demeurant à Luxembourg,
 - b) Maître Pierre Olivier Wurth, avocat, demeurant à Luxembourg,
 - c) Maître Philippe Penning, avocat, demeurant à Luxembourg.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, ayant son siège social à Luxembourg.

4.- L'adresse de la société est fixée à Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

5.- La durée du mandat des administrateurs et commissaire sera d'une année et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 1999.

6.- L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un administrateur.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Le présent acte est rédigé en français, suivi d'une version allemande; en cas de divergences entre le texte français et le texte allemand, la version française fera foi.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, am ersten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit, im Amtswohnsitz zu Hesperingen.

Sind erschienen:

1. PITOCA S.A., mit Sitz zu L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal

hier vertreten durch Herrn Jean-Philippe Luidinant, Privatbeamter, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg, am 25. März 1998.

2. Die Gesellschaft CUERVELO MARINE LIMITED, mit Sitz zu Gibraltar,

hier vertreten durch Herrn Jean-Philippe Luidinant, vorgeannt,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg, am 25. März 1998.

Welche Vollmachten, nach ne varietur-Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleiben, um mit derselben formalisiert zu werden.

Dieser Komparent, namens wie er handelt, ersuchte den amtierenden Notar nachstehenden Gesellschaftsvertrag einer anonymen Gesellschaft zu beurkunden wie folgt:

Bezeichnung, Sitz, Dauer, Zweck, Kapital

Art. 1. Zwischen den Komparenten und allen zukünftigen Inhabern der in Nachfolgendem bezeichneten Aktien wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung ZUKUNFT ANLAGEN S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich zu Luxemburg.

Durch Verwaltungsbeschluss können Niederlassungen, Zweigstellen und Büros, sowohl innerhalb der Grenzen des Grossherzogtums Luxemburg als auch im Ausland geschaffen werden.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre in jede beliebige Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art einer ordentlichen Geschäftsabwicklung entgegenstehen oder eine normale Verbindung mit dem Gesellschaftssitz oder des Gesellschaftssitzes mit dem Ausland verhindern oder zu verhindern drohen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung der ursprünglichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; trotz dieses vorläufigen Beschlusses bleibt der Gesellschaft dennoch ihre luxemburgische Staatszugehörigkeit erhalten.

Die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Organe der Gesellschaft können die Verlegung des Gesellschaftssitzes anordnen sowie Dritten zur Kenntnis bringen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck den An- und Verkauf, die Vermietung und die Verwaltung von allen beweglichen und unbeweglichen Gütern gelegen im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland.

Die Gesellschaft hat ausserdem zum Zweck jedwede Beteiligung an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, den Erwerb mittels Kauf, Zeichnung oder sonstwie und die Veräusserung mittels Verkauf, Tausch oder sonstigen Rechtsgeschäften von jeglichen Wertpapieren sowie die Verwaltung und Auswertung des Wertpapiervermögens welches sie besitzen wird, den Kauf, die Abtretung und die Verwertung von Patenten und patentierbarem Verfahren, welche mit jenen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann die Aufnahme und die Gewährung von Anleihen und Darlehen, mit oder ohne diesbezügliche Sicherheiten vornehmen, sie kann an der Gründung und Entwicklung jeglicher Unternehmen teilnehmen und ihnen jegliche Unterstützung bewilligen. Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle Kontroll-, Überwachungs- und Dokumentierungsmassnahmen treffen und die Ausübung jedweder Tätigkeit zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes vornehmen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF) und ist aufgeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien von tausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF) pro Aktie.

Das genehmigte Gesellschaftskapital wird auf hundert Millionen Luxemburger Franken (100.000.000,- LUF) festgesetzt, eingeteilt in hunderttausend (100.000) Aktien mit einem Nennwert von tausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF) je Aktie.

Das genehmigte und gezeichnete Gesellschaftskapital kann aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Desweiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Zeitspanne von fünf Jahren vom Datum der Veröffentlichung dieser Satzung an gerechnet, das gezeichnete Kapital im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

Diese Kapitalerhöhungen können gezeichnet und ausgegeben werden mittels Aktien mit oder ohne Ausgabepremie ganz nach Belieben des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist insbesondere ermächtigt diese Aufstockungen vorzunehmen ohne den jetzigen Aktionären ein Zeichnungsprivileg auf den auszugebenden Aktien vorzubehalten.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Prokurist oder jeder anderen ermächtigten Person Vollmacht erteilen, um die Zeichnungen die Zahlung des Preises der Aktien zu erhalten, welche die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen.

Jedesmal wenn der Verwaltungsrat eine solche Kapitalerhöhung amtlich festgestellt hat, wird dieser Artikel als automatisch an die vorgenommene Änderung angepasst, betrachtet.

Die Gesellschaft kann je nach Wunsch der Aktieninhaber Globalaktien oder Einzelaktien ausstellen.

Die Aktien sind Namens- oder oder Inhaberaktien nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien im Rahmen und unter den gesetzlichen Bedingungen Gesetzes zurückkaufen.

Verwaltung, Aufsicht

Art. 6. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat von wenigstens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können; sie werden durch die Generalversammlung ernannt, welche deren Zahl und die Dauer ihrer Mandate bestimmt. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt, die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat, aus welcher Ursache auch immer, vorzunehmen. Die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Art. 7. Der Verwaltungsrat bezeichnet aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben; die Vertretung unter Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig. In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 8. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates werden durch die anwesenden Mitglieder unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und trifft alle ihm zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen im Rahmen des Gesellschaftszweckes.

Seine Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz oder laut der gegenwärtigen Satzung vorbehaltenen Beschlüsse.

Art. 10. Der Verwaltungsrat ist befugt, im Rahmen von Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, die Geschäftsführung entweder an Verwaltungsratsmitglieder oder an Dritte zu übertragen, welche nicht unbedingt Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Der Verwaltungsrat ist ausserdem befugt, durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden Bevollmächtigte für Sondergeschäfte zu bestellen.

Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 11. Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet, unbeschadet der Beschlüsse betreffend die Erteilung von Untervollmachten und Mandate, welche vom Verwaltungsrat im Rahmen von Artikel 10 der Satzung erteilt werden.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können. Sie werden durch die Generalversammlung, die ihre Zahl und die Dauer ihrer Mandate festlegt, ernannt.

Generalversammlung

Art. 13. Jede rechtsgültig zusammengesetzte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Dieselbe ist weitgehendst befugt sämtliche die Gesellschaft betreffende Rechtshandlungen zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am zweiten Freitag des Monats Oktober um 15.00 Uhr an einem in den Einberufungen zu bestimmenden Ort der Stadt Luxemburg statt.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Sollte durch höhere Gewalt eine ungehinderte Zusammenkunft in Luxemburg beeinträchtigt werden, so können die Generalversammlungen - auch die ordentliche Generalversammlung - im Ausland stattfinden; die Festlegung dieser Sonderumstände obliegt dem Verwaltungsrat.

Der Verwaltungsrat legt die Zulassungsbedingungen zu den Generalversammlungen fest.

Art. 15. Die Einberufungen der Generalversammlung erfolgen laut den gesetzlichen Bestimmungen.

Falls sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie Kenntnis der ihnen vorliegenden Tagesordnung haben, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig stattfinden.

Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am 1. Mai und endet am 30. April des darauffolgenden Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fließen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Diese Zuweisung ist nicht mehr zwingend notwendig wenn und solange der Reservefonds zehn Prozent des Nominalwertes des Kapitals beträgt.

Darüberhinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken. Die auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung. Die Generalversammlung kann den Verwaltungsrat ermächtigen, die Dividende in einer anderen Währung als derjenigen, in der die Bilanz ergeht zu zahlen und dabei selbst ständig den Umrechnungskurs zu bestimmen.

Die Ausschüttung von Vorschussdividenden kann erfolgen unter Berücksichtigung der jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien zurückkaufen mittels freier Reserven und unter Respektierung der zwingenden gesetzlichen Bestimmungen.

Solange die Gesellschaft diese Aktien hält, sind sie nicht berechtigt an Abstimmungen teilzunehmen und erhalten auch keine Dividende.

Auflösung, Liquidation

Art. 18. Die Generalversammlung ist jederzeit befugt die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen.

Bei Auflösung der Gesellschaft wird diese durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Die Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden, deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung.

Besondere Bestimmungen

Hinsichtlich der durch die gegenwärtige Satzung nicht erfassten Bestimmungen unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tage der Gründung und endet am 30. April 1999.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt am zweiten Freitag des Monats Oktober im Jahre 1999.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Die Aktien wurden durch die Komparenten gezeichnet wie folgt:

Aktionäre	Gezeichnetes Kapital LUF	Aktien	Eingezahltes Kapital LUF
PITOCA S.A.	1.249.000,-	1.249	1.249.000,-
CUERVELO MARINE LIMITED	1.000,-	1	1.000,-
Total:	1.250.000,-	1.250	1.250.000,-

Die Aktionäre haben den Betrag ihrer Zeichnung sofort und in bar eingezahlt; somit verfügt die Gesellschaft ab sofort über einen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF), worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Feststellung

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Kostenabschätzung

Der Betrag aller Kosten, Auslagen und Lasten irgendwelcher Art, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung anfallen, werden abgegeschätzt auf siebzigtausend Luxemburger Franken (70.000,- LUF).

Ausserordentliche Generalversammlung

Nach Festlegung der Satzung der Gesellschaft haben die Komparenten, welche das gesamte Aktienkapital vertreten und sich als rechtsgültig zusammengerufen betrachten, in ausserordentlicher Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgelegt.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - a) Herr Jim Penning, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
 - b) Herr Pierre Olivier Würth, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
 - c) Herr Philippe Penning, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg
- 3) Die Zahl der Kommissare wird auf einen festgelegt.

Zum Kommissar wurde bestellt:

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, mit Sitz in Luxemburg.

- 4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2449 Luxemburg, 8, boulevard Royal.

5) Die Dauer des Mandates der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars ist auf ein (1) Jahr festgesetzt und wird sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 1999 enden.

6) Der Verwaltungsrat erhält die Erlaubnis seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung an eines seiner Mitglieder zu delegieren.

Der unterzeichnete Notar welcher die deutsche Sprache kennt, erklärt dass gegenwärtige Urkunde in Französisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Im Falle einer Abweichung der beiden Fassungen wird die französische Fassung massgebend sein.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparanten, hat dieser mit Uns Notar vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J.-P. Luidinant, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 1998, vol. 107S, fol. 1, case 9. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 28 avril 1998.

G. Lecuit.

(18618/220/382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

YPOLUX S.C., Société Civile.

Siège social: L-2176 Luxembourg, 5, rue Nic. Margue.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatre mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

1) Monsieur Paul Wolff, ingénieur commercial, de nationalité luxembourgeoise, né à Eischen, le 26 août 1947, demeurant à Luxembourg.

2) Madame Yvonne Klein, épouse Paul Wolff, sans profession, de nationalité luxembourgeoise, née à Luxembourg, le 28 juin 1948, demeurant à Luxembourg.

Lesquels comparants ont prié le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société civile qu'ils ont déclaré constituer, et dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

I. Objet - Dénomination - Durée - Siège

Art. 1^{er}. La société a pour objet l'acquisition, la gestion et l'aliénation éventuelle d'éléments de patrimoine mobilier et immobilier. La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur des sociétaires ou de tiers.

Art. 2. La société prend la dénomination de YPOLUX S.C.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 4. Le siège social est à Luxembourg.

II. Apports - Capital social - cession de parts - Droits des associés

Art. 5. Il est créé cent vingt (120) parts d'intérêt attribuées comme suit à chacun des sociétaires en fonction de son apport.

1) Monsieur Paul Wolff, préqualifié, soixante parts d'intérêt	60
2) Madame Yvonne Klein, préqualifiée, soixante parts d'intérêt	60
Total: cent vingt parts d'intérêt	120

Le fonds social de trois mille (3.000,-) ECUS a été mis à la disposition de la société, ainsi que les sociétaires le reconnaissent par un apport en espèces du même montant.

Art. 6. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant l'article 1690 du Code civil.

Les parts sont librement cessibles entre sociétaires.

Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-sociétaires sans l'accord de 2/3 des parts appartenant aux sociétaires restants.

En cas de transfert par l'un des sociétaires de ses parts d'intérêt, les autres sociétaires bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts à un prix agréé entre sociétaires et fixé à l'unanimité d'année en année lors de l'Assemblée Générale statuant sur le bilan et le résultat de chaque exercice.

Le droit de préemption s'exercera par chaque sociétaire proportionnellement à sa participation au capital social.

En cas de renonciation d'un sociétaire à ce droit de préemption sa part profitera aux autres sociétaires dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les sociétaires sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre des parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les sociétaires sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code civil.

Dans tous les actes qui contiennent des engagements au nom de la société, les sociétaires devront, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les sociétaires, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs sociétaires, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers du sociétaire ou des sociétaires décédés.

L'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un ou de plusieurs sociétaires ne mettront pas fin à la société, qui continuera entre les autres sociétaires, à l'exclusion du ou des sociétaires en état d'interdiction, de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par mandataire commun pris parmi les autres sociétaires.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

IV. Administration de la société

Art. 10. La société est gérée par les sociétaires qui agissent individuellement pour la gestion journalière.

Art. 11. Les actes qui dépassent le cadre de la gestion journalière, notamment toutes ventes, achats, subrogations et toutes mainlevées d'inscriptions hypothécaires, privilèges et droits de résolution sont signés par deux sociétaires.

Art. 12. Chacun des sociétaires a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société. Les sociétaires peuvent cependant nommer un des leurs qui exercera le droit de surveillance et de contrôle en leurs lieu et place.

V. Assemblée générale

Art. 13. Les sociétaires se réunissent en assemblée générale extraordinaire chaque fois que les intérêts de la société l'exigent et au moins une fois l'an en assemblée ordinaire pour l'examen des comptes de la société.

Toute assemblée doit se tenir dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par l'un quelconque des sociétaires.

Art. 14. L'assemblée générale ordinaire procède à l'examen des affaires sociales, et discute, approuve ou redresse les comptes.

Elle délibère et vote sur toutes propositions portées à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la simple majorité des voix des sociétaires présents ou représentés. Toutefois les modifications aux statuts doivent être décidées à 7/8 des votes des sociétaires présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes assemblées générales chaque part donne droit à une voix.

En cas de division de la propriété des parts d'intérêt entre usufruitier et nu-propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Art. 16. L'assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts, quelles qu'en soient la nature et l'importance.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. A l'expiration ou en cas de dissolution de la société, la liquidation de la société se fera par les soins d'un des sociétaires dont les attributions seront fixées par les sociétaires réunis en assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire peut cependant décider à la majorité des voix que la liquidation sera confiée à un homme de l'art non-sociétaire.

Assemblée extraordinaire

Et à l'instant les sociétaires, représentant l'intégralité des parts d'intérêts, se sont réunis en assemblée et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Monsieur Paul Wolff, préqualifié, et son épouse Madame Yvonne Klein, préqualifiée, sont chargés de la gestion de la société avec le pouvoir de la représenter vis-à-vis des tiers, chacun par sa signature individuelle.

2) Le premier exercice social commencera ce jour et se terminera le 31 décembre 1998.

3) Le siège de la société est établi à L-2176 Luxembourg, 5, rue Nic. Margue.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement le fonds social est évalué à cent vingt-deux mille deux cent quatre-vingts (122.280,-) francs luxembourgeois.

Frais

Les dépenses, frais, charges et rémunérations qui incombent à la société en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à vingt mille (20.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Wolff, Y. Klein, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 1998, vol. 107S, fol. 56, case 1. – Reçu 1.223 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1998.

A. Schwachtgen.

(18617/230/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

VELBO FINANCIERE I S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le trente mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, agissant en remplacement de son confrère, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, le dernier cité tenant minute.

Ont comparu:

1. LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Madame Ariane Slinger, administrateur-délégué, demeurant à Howald, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué.

2. Madame Ariane Slinger, prénommée, agissant en nom personnel.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}: Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de VELBO FINANCIÈRE I S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers. Elle peut concevoir et développer tous projets immobiliers à Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Titre II: Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille francs français (250.000,- FRF) représenté par deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de mille francs français (1.000,- FRF) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III: Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, une procuration entre administrateurs étant permise, laquelle procuration peut être donnée par lettre, télégramme, télex ou fax.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent voter par lettre, télégramme, télex ou fax.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, le président a une voix prépondérante.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV: Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Titre V: Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier jeudi du mois de juin à 10.00 heures et pour la première fois en 1999. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre VI: Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1998.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII: Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII: Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1. LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée, deux cent quarante-neuf actions	249
2. Madame Ariane Slinger, prénommée, une action	1
Total: deux cent cinquante	250

Le capital social a été entièrement libéré moyennant versement en espèces de sorte que la somme de deux cent cinquante mille francs français (250.000,- FFR) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million cinq cent trente-huit mille neuf cent soixante-quinze francs (1.538.975,-).

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ soixante-cinq mille francs (65.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2003:
 - a) LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée,
 - b) Madame Ariane Slinger, prénommée,
 - c) Monsieur Thomas Eggenberger, administrateur de sociétés, demeurant à Ch-Zurich.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2003: LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED, avec siège social à Tortola, British Virgin Islands.
4. Le siège social de la société est fixé à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
- 5.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée.

Réunion du conseil d'administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité en conformité des pouvoirs leur conférés par les actionnaires LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée, comme administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Slinger, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 1998, vol. 106S, fol. 89, case 4. – Reçu 15.375 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 mai 1998.

G. Lecuit.

(18616/220/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AUTOGRILL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 13, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 55.882.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

AUTOGRILL INTERNATIONAL S.A.

Signatures

(18629/024/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AUTOGRILL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 13, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 55.882.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 10 avril 1998**Résolution*

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 1998 comme suit:

Conseil d'Administration

- MM. Gustave Stoffel, directeur-adjoint de banque, demeurant à Luxembourg, président;
 Paolo Prota Giurleo, dirigeant d'entreprises, demeurant à Milan (Italie), administrateur-délégué;
 Federico Franzina, fondé de pouvoirs, demeurant à Luxembourg, administrateur;

Commissaires aux Comptes

ATHUR ANDERSEN & CO., société civile, 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour extrait conforme
 AUTOGRILL INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18630/024/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AHLERS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 21.500.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-neuf mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A Luxembourg;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AHLERS INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 21.500, constituée suivant acte reçu en date du 28 mars 1984, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 120 du 4 mai 1984.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Fons Mangen, réviseur d'entreprises, demeurant à Ettelbruck.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Hubert Janssen, Juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick Van Hees, Juriste, demeurant à Messancy (Belgique).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital souscrit à concurrence de LUF 200.000.000,- (deux cents millions de francs luxembourgeois) pour le porter de son montant actuel de LUF 112.000.000,- (cent douze millions de francs luxembourgeois) à LUF 312.000.000,- (trois cent douze millions de francs luxembourgeois) par la création et l'émission de 20.000 (vingt mille) actions nouvelles d'une valeur de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois), donnant les mêmes droits et obligations que les actions anciennes, à souscrire et à libérer en numéraire.

2 Souscription et libération intégrale des actions ainsi créées.

3 Adaptation en conséquence du premier paragraphe de l'article 5 des statuts.

4. Augmentation du capital autorisé à concurrence de LUF 200.000.000,- (deux cents millions de francs luxembourgeois) pour le porter de son montant actuel de LUF 300.000.000,- (trois cents millions de francs luxembourgeois) à LUF 500.000.000,- (cinq cents millions de francs luxembourgeois) et modification subséquente du deuxième paragraphe de l'article cinq des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de LUF 200.000.000,- (deux cents millions de francs luxembourgeois) pour le porter de son montant actuel de LUF 112.000.000,- (cent douze millions de francs luxembourgeois) à LUF 312.000.000,- (trois cent douze millions de francs luxembourgeois), par la création et l'émission de 20.000 (vingt mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois) chacune, à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée, après avoir constaté que les actionnaires actuels ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription de la totalité des actions nouvelles la société suivante ANBEMA N.V., société anonyme de droit belge, ayant son siège social à B-2030 Antwerpen (Belgique), 139, Noorderlaan.

Souscription - Libération

Ensuite ladite société ANBEMA N.V., ici représentée par Monsieur Fons Mangen, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps que lui, a déclaré souscrire aux 20.000 (vingt mille) actions nouvelles, et les libérer à concurrence de 100% (cent pour cent) de leur valeur nominale, en numéraire, par versement à un compte bancaire au nom de la société AHLERS INTERNATIONAL S.A., prédésignée, de sorte que la somme de LUF 200.000.000,- (deux cents millions de francs luxembourgeois) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital autorisé de la société à concurrence de LUF 200.000.000,- (deux cents millions de francs luxembourgeois) pour le porter de son montant actuel de LUF 300.000.000,- (trois cents millions de francs luxembourgeois) à LUF 500.000.000,- (cinq cents millions de francs luxembourgeois).

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier et le deuxième alinéa de l'article cinq des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 5. - Premier alinéa.** - Le capital social est fixé à LUF 312.000.000,- (trois cent douze millions de francs luxembourgeois), divisé en 31.200 (trente et un mille deux cents) actions d'une valeur nominale de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois) chacune.»

«**Art. 5. - Deuxième alinéa.** - Le capital autorisé de la Société est fixé à LUF 500.000.000,- (cinq cents millions de francs luxembourgeois), divisé en 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux millions cent soixante mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. Mangen, H. Janssen, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 1998, vol. 106S, fol. 52, case 2. – Reçu 2.000.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 1998.

J. Elvinger.

(18621/211/92) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AHLERS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 21.500.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 1998.

*Pour le notaire
Signature*

(18622/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

**FONDATION FAUNE-FLORE. INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE PATRIMOINE
NATUREL ET LA BIODIVERSITE.**

Siège social: L-2160 Luxembourg, 24, rue Munster, Musée National d'Histoire Naturelle.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatre mars.

Par-devant Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, soussigné.

Ont comparu:

1) Monsieur George Bechet, docteur rer. sylv., conservateur de la section Ecologie au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 27A, rue Emile Mayrisch, L-3522 Dudelange,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Dudelange le 4 décembre 1997;

2) Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSa, demeurant 16, rue Neiwiss, L-3327 Crauthem,

3) Monsieur Tom Conzemius, vétérinaire, demeurant 38, Kiischteewee, L-6113 Junglinster,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Junglinster le 8 décembre 1997;

4) Monsieur Paul Diederich, docteur en sciences, professeur au Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion, demeurant 22, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen,

ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Strassen le 10 décembre 1997;

5) Madame Edmée Engel, biologiste diplômée, conservateur de la section Anthropologie/Biologie humaine au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 20, route d'Esch, L-3231 Bettembourg,

ici représentée par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bettembourg le 9 décembre 1997;

6) Monsieur Alain Faber, géologue diplômé, conservateur de la section Paléontologie au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 5, rue de Steinfort, L-8366 Hagen,

- ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Hagen le 27 novembre 1997;
- 7) Monsieur Claude Felten, professeur-ingénieur au Lycée technique agricole d'Ettelbruck, demeurant 40, rue Jules Fischer, L-1522 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 29 novembre 1997;
- 8) Monsieur Arno Frising, ingénieur en aménagement du paysage, écologue diplômé au Service de Développement rural, demeurant 1, rue de l'Ecole Agricole, L-9016 Ettelbruck,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Ettelbruck le 28 novembre 1997;
- 9) Monsieur Thierry Helminger, biologiste diplômé, demeurant 15, route de Wormeldange, L-7390 Blaschette,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Blaschette le 26 novembre 1997;
- 10) Monsieur Lucien Hoffmann, docteur en sciences, chargé de recherche au FNRS, professeur au Centre Universitaire de Luxembourg, demeurant 10, op Baach, L-9365 Eppeldorf,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Eppeldorf le 6 janvier 1998;
- 11) Madame Claudine Junck, biologiste diplômée, bureau d'études LANIUS, demeurant 5, rue de Boevange, L-7418 Buschdorf,
ici représentée par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Buschdorf le 26 novembre 1997;
- 12) Monsieur Roger Kayl, docteur en sciences, conseiller économique 1^{ère} classe du Service d'économie rurale, demeurant 31, rue Antoine Meyer, L-2153 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, demeurant à L-1414 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée à Luxembourg le 20 décembre 1997;
- 13) Monsieur Jean-Claude Kirpach, ingénieur principal à l'Administration des Eaux et Forêts, demeurant 99, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 26 novembre 1997;
- 14) Madame Marie-Paule Kremer, diplômée en sciences naturelles EPFZ, section des sciences de l'environnement, attachée d'administration au Ministère de l'Environnement, demeurant 6, rue Schlewenhof, L-3366 Leudelange,
ici représentée par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Leudelange le 28 novembre 1997;
- 15) Monsieur Paul Kremer, ingénieur forestier, ingénieur principal à l'Administration des Eaux et Forêts, demeurant 1, rue des Près, L-9189 Vichten,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Vichten le 27 novembre 1997;
- 16) Monsieur Jean-Marie Mangen, docteur en sciences, professeur au Lycée Michel Rodange, demeurant 89, rue Léopold Goebel, L-1635 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 6 décembre 1992;
- 17) Monsieur Robert Maquil, géologue diplômé, fonctionnaire d'Etat, demeurant à 28, Schronweilerstrooss, L-9186 Stegen,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Stegen le 6 février 1998.
- 18) Monsieur Jos A. Massard, docteur en sciences naturelles, professeur au Lycée Classique d'Echternach, demeurant 1A, rue des Romains, L-6478 Echternach,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Echternach le 1^{er} décembre 1997;
- 19) Monsieur Claude Meisch, professeur à l'Athénée, demeurant 29, rue de la Toison d'Or, L-2265 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 26 novembre 1997;
- 20) Monsieur Jean-Pierre Meisch, docteur phil., conservateur de la section Botanique au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 16 im Grund, L-6917 Roodt/Syre,
- 21) Monsieur Léopold Reichling, professeur-honoraire au Centre Universitaire, demeurant 75, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 1^{er} décembre 1997;
- 22) Monsieur Christian Ries, ingénieur agronome, docteur rer. nat. techn. Univ.-Lektor, responsable-gestionnaire du programme Leader II, demeurant 17, Grand-rue, L-6630 Wasserbillig,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Wasserbillig le 27 novembre 1997;
- 23) Monsieur Jean-Pierre Schmitz, fonctionnaire d'Etat, demeurant 6, rue du Chemin de Fer, L-5351 Oetrange,
ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Oetrange, le 15 décembre 1997;

24) Monsieur Jean-Marie Sinner, ingénieur-forestier, ingénieur première classe, Chef du Service Conservation de la Nature auprès de l'Administration des Eaux et Forêts, demeurant 3, rue des Champs, L-7764 Bissen, ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bissen, le 27 novembre 1997;

25) Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, directeur du Musée national d'histoire naturelle, demeurant 3, rue Louis Deny, L-1414 Luxembourg;

26) Monsieur Jean Werner, docteur en droit, botaniste, demeurant 32, rue Michel Rodange, L-7248 Bereldange, ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bereldange, le 28 novembre 1997;

27) Monsieur Gerard Wolf, docteur en sciences naturelles, demeurant 18, rue de Strassen, L-8156 Bridel, ici représenté par Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSA, demeurant à L-3327 Crauthem, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bridel le 28 novembre 1997;

tous de nationalité luxembourgeoise,

les prédites procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement,

lesquels comparants ont déclaré créer par les présentes une Fondation conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, y affecter les biens dont la désignation sera donnée à l'article 4 ci-après, et ils en ont arrêté les statuts comme suit, sous réserve d'approbation par arrêté grand-ducal:

Nature, Dénomination, Siège

Art. 1^{er}. La Fondation prend la dénomination de FONDATION FAUNE-FLORE. INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE PATRIMOINE NATUREL ET LA BIODIVERSITE.

Son siège est établi à L-2160 Luxembourg, Musée National d'Histoire Naturelle, 24, rue Munster.

Objet

Art. 2. La Fondation a pour objet de promouvoir la recherche scientifique et des actions dans le domaine de la conservation du patrimoine naturel et dans le domaine de la biodiversité.

Elle réalise ou fait réaliser des recherches scientifiques, notamment en zoologie, botanique, mycologie, écologie, paléontologie, géologie, minéralogie, anthropologie/biologie humaine ainsi qu'en histoire des sciences naturelles.

En outre, elle assure d'une part un accompagnement scientifique de l'implémentation des conventions internationales signées par le Grand-Duché de Luxembourg, notamment les conventions de Washington, de Berne, de Bonn (y compris l'accord de Londres) ainsi que de la convention de Rio sur la diversité biologique. Son activité s'étend d'autre part à l'application des règlements et directives de l'Union Européenne, notamment les directives «Habitats» et «Oiseaux» ainsi que le suivi scientifique concernant des mesures agri-environnementales. Elle contribue à la gestion scientifique de parcs zoologiques et jardins botaniques, de parcs naturels et de réserves naturelles.

Elle contribuera à l'établissement et à la gestion de banques de données ainsi que d'autres systèmes de documentation sur le patrimoine naturel, en particulier les banques de données LUXNAT et LUXSITE établie au Musée National d'Histoire Naturelle et au Ministère de l'Environnement.

La Fondation s'attachera à améliorer le contact entre les spécialistes des différentes disciplines concernées en soutenant des rencontres ainsi qu'en organisant des colloques ou des ateliers spécialisés.

Durée

Art. 3. La Fondation est constituée pour une durée illimitée.

Patrimoine

Art. 4. Les comparants déclarent constituer le patrimoine initial de la Fondation par un versement en espèces de deux millions (2.000.000,-) de francs; le prédit versement a été justifié au notaire instrumentaire.

Les recettes de la Fondation consistent dans:

- les dons, legs et subventions qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par l'article 36 de la prédite loi du 21 avril 1928,
- les revenus du patrimoine,
- les recettes des manifestations et activités diverses éventuellement organisées par elle.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Administration

Art. 5. L'administration de la Fondation est confiée à un conseil d'administration composé de sept (7) membres au moins et de seize (16) membres au plus, personnes physiques ou morales.

Le conseil d'administration comprendra de droit comme administrateurs les personnes suivantes:

- deux membres à désigner par la SOCIETE DES NATURALISTES LUXEMBOURGEOIS, association sans but lucratif, ayant son siège social à Luxembourg,
- deux membres à désigner par la LËTZEBUERGER NATURA VULLESCHUTZLIGA, association sans but lucratif, ayant son siège social à Luxembourg,
- deux membres à désigner par l'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES LUXEMBOURGEOIS, association sans but lucratif, ayant son siège à Luxembourg,
- deux membres à désigner par LES AMIS DU MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE, association sans but lucratif, ayant son siège social à Luxembourg.

Les associations sans but lucratif prénommées désignent leur administrateur respectif.

Les administrateurs ainsi désignés pourront coopter des administrateurs additionnels sans que le nombre total d'administrateurs ne puisse excéder seize.

La durée du mandat de chaque administrateur est fixée à quatre ans; ce mandat est renouvelable; le mandat du premier Conseil d'Administration s'achèvera lors de la réunion qui statuera en 2000 sur les comptes de l'exercice 1999.

La fonction d'administrateur est incompatible avec un mandat politique au niveau national ou européen.

Le premier Conseil d'administration se compose des membres suivants:

1. Monsieur Guy Colling, ingénieur-agronome, bureau d'études ERSa, demeurant 16, rue Neiwiss, L-3327 Crauthem,
2. Monsieur Tom Conzemius, vétérinaire, demeurant 38, Kiischteewee, L-6113 Junglinster,
3. Monsieur Paul Diederich, docteur en sciences, professeur au Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion, demeurant 22, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen,
4. Madame Edmée Engel, biologiste diplômée, conservateur de la section Anthropologie/Biologie humaine au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 20, route d'Esch, L-3231 Bettembourg,
5. Monsieur Arno Frising, ingénieur en aménagement du paysage, écologue diplômé au Service du Développement rural, demeurant 1, rue de l'Ecole Agricole, L-9016 Ettelbruck,
6. Monsieur Lucien Hoffmann, docteur en sciences, chargé de recherche au FNRS, professeur au Centre Universitaire de Luxembourg, demeurant 10, op Baach, L-9365 Eppeldorf,
7. Monsieur Jos A. Massard, docteur en sciences naturelles, professeur au Lycée Classique d'Echternach, demeurant 1A, rue des Romains, L-6478 Echternach,
8. Monsieur Claude Meisch, professeur à l'Athénée, demeurant 29, rue de la Toison d'Or L-2265 Luxembourg,
9. Monsieur Christian Ries, ingénieur agronome, docteur rer. nat. techn. gérant du programme Leader II, demeurant 17, Grand-rue, L-6630 Wasserbillig,
10. Monsieur Jean-Pierre Schmitz, fonctionnaire d'Etat, 6, rue du Chemin de Fer, L-5351 Oetrange,
11. Monsieur Norbert Stomp, docteur en sciences naturelles, directeur du Musée national d'histoire naturelle, demeurant 3, rue Louis Deny, L-1414 Luxembourg,
12. Monsieur Gérard Wolf, docteur en sciences naturelles, demeurant 34, rue Jean l'Aveugle, L-4019 Esch-sur-Alzette.
13. Monsieur Jean-Marie Mangen, docteur en sciences, professeur au Lycée Michel Rodange, demeurant à 89, rue Léopold Goebel, L-1635 Luxembourg,
14. Monsieur Jean-Pierre Meisch, docteur phil., conservateur de la section Botanique au Musée national d'histoire naturelle, demeurant 16, im Grund, L-6917 Roodt/Syre.

Tous de nationalité luxembourgeoise.

Art. 6. 1. En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs en cours de mandat, les membres restants du Conseil d'administration décident s'il y a lieu ou non de le ou les remplacer. Ils peuvent désigner un remplaçant de leur choix.

Le remplacement est obligatoire si le nombre total des administrateurs est tombé en dessous de sept. Le remplaçant finira le mandat de celui qu'il remplace.

2. Si le Conseil d'administration estime utile d'augmenter le nombre des administrateurs, il procédera par cooptation sans que le nombre total des administrateurs ne puisse dépasser seize; le mandat des administrateurs cooptés se terminera avec celui des autres membres.

3. A l'expiration du terme du mandat du Conseil d'administration, la SOCIÉTÉ DES NATURALISTES LUXEMBOURGEOIS, l'Association LËTZEBUERGER NATURA VULLESCHUTZLIGA, l'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES LUXEMBOURGEOIS et LES AMIS DU MUSÉE D'HISTOIRE NATURELLE, prénommées à l'article 5, désigneront chacune leurs membres respectifs du nouveau Conseil d'Administration pour le terme qu'ils fixeront endéans les limites statutaires; les membres ainsi désignés procéderont par cooptation, obligatoirement jusqu'à ce que le conseil d'administration comprenne sept membres, ou même facultativement jusqu'à un nombre supérieur sans que le nombre total des administrateurs ne puisse dépasser seize.

Si l'une ou/et l'autre association prénommée à l'article 5, n'a pas désigné ses membres, les autres membres du conseil d'administration peuvent, après un mois après rappel, coopter des membres de leur choix.

Art. 7. Le premier conseil d'administration se dotera d'un règlement interne endéans de la première année de l'approbation des présents statuts.

Pouvoirs du Conseil d'Administration

Art. 8. Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Fondation et pour effectuer tous actes d'administration ou de disposition qui rentrent dans son objet. Il décide notamment de l'administration du patrimoine et de la manière dont l'objet de la Fondation doit être atteint.

La mise en valeur du patrimoine devra toujours être conforme aux prescriptions régissant les biens des Fondations.

Le Conseil représente la Fondation judiciairement et extrajudiciairement. Il pourra se faire assister d'un ou plusieurs conseillers ou comités consultatifs, pris dans ou hors son sein. Le Conseil pourra aussi nommer un secrétaire et un trésorier, qui ne seront pas nécessairement un de ses membres.

Fonctionnement du Conseil d'Administration

Art. 9. Le Conseil d'Administration élit en son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents, pour un mandat renouvelable de quatre ans. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Fondation l'exigent et au moins deux fois par an, sur convocation du président ou de l'un des vice-présidents faite par écrit et envoyée huit jours francs avant la date de la séance.

Le Conseil d'administration doit se réunir en outre sur la demande écrite d'au moins cinq administrateurs adressée au président et indiquant au moins un point à mettre sur l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions du Conseil sont présidées par le président et, en cas d'absence ou d'empêchement du président par le vice-président ou l'administrateur le plus ancien.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité des administrateurs au moins est présente ou représentée. Les administrateurs peuvent donner, par lettre ou par télécopie, mandat à un de leurs collègues pour les représenter aux délibérations du Conseil, sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus de deux collègues.

Sauf pour les modifications des statuts les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil ou par deux administrateurs.

Comité de Direction

Art. 10. Un Comité de Direction peut être nommé par le Conseil d'Administration; ce comité comprendra au moins trois membres dont la majorité devra être membre du Conseil d'Administration. Le Comité de Direction est présidé par un administrateur-délégué qui sera désigné par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Direction assistera le conseil d'administration dans ses fonctions, il exécutera ses décisions et s'occupera de la gestion journalière de la Fondation.

Comité scientifique

Art. 11. Le Conseil d'administration instituera un comité scientifique dont le nombre n'excédera pas sept personnes et dont la mission sera d'examiner les projets de recherche et de les soumettre au Conseil d'Administration accompagné d'un avis circonstancié. Son fonctionnement sera défini par le règlement interne.

Signature

Art. 12. La Fondation est valablement engagée:

- soit par la signature conjointe du Président du Conseil d'Administration et d'un administrateur,
- soit par la signature conjointe du Vice-président du Conseil d'administration et d'un administrateur,
- soit, en cas d'existence d'un Comité de Direction, par la signature conjointe du Président du Conseil d'Administration et d'un membre du Comité de Direction,
- soit, en cas d'existence d'un Comité de Direction, par la signature conjointe du Vice-Président du Conseil d'Administration et d'un membre du Comité de Direction.

Ils n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Le Conseil d'administration peut également donner tous mandats pour une affaire déterminée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non. Les mandataires ainsi nommés engageront la Fondation dans les conditions et limites de leurs pouvoirs.

Exercice social

Art. 13. L'exercice social correspond à l'année du calendrier et commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice commence le jour de l'approbation des statuts par arrêté grand-ducal pour se terminer le trente et un décembre 1998.

Comptes annuels

Art. 14. La gestion de la Fondation fera l'objet d'une comptabilité régulière.

A la fin de chaque exercice, le Conseil d'Administration arrête les comptes et dresse le budget pour l'exercice suivant. Endéans les deux mois de la clôture de l'exercice, les comptes et le budget de l'exercice en cours seront communiqués au Ministre de la Justice et publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Modification des statuts

Art. 15. Toute modification des statuts est arrêtée par le Conseil d'Administration, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents ou représentés.

Toute modification statutaire devra être approuvée par arrêté grand-ducal et publiée au Mémorial.

Dissolution

Art. 16. La dissolution de la Fondation est régie par les dispositions légales; ses biens recevront une affectation se rapprochant autant que possible de l'objet de la présente Fondation.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Colling, N. Stomp, J.P. Meisch, J. Gloden.

Approuvé par Arrêté Grand-Ducal du 20 mars 1998.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 avril 1998, vol. 500, fol. 7, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 7 mai 1998.

J. Gloden.

(18619/213/288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BLH BOATBUILDERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 52.312.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 88, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour la société
Signature

(18638/595/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BLH BOATBUILDERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 52.312.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 1998

- Décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions.

- Les mandats de CORPORATE MANAGEMENT CORP, CORPORATE COUNSELORS LTD et de CORPORATE ADVISORY SERVICES LTD en tant qu'administrateurs et celui de Monsieur Lex Benoy en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2004.

Luxembourg, le 6 mai 1998.

Pour extrait conforme
Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 88, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18639/595/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FAS, FIDUCIAIRE ET AGENCE DE SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 27.241.

Le bilan au 31 décembre 1994, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 4 septembre 1996, vol. 484, fol. 18, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIDUCIAIRE ET AGENCE DE SERVICES S.A.
Signature

(18682/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.351.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the fourth of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

There appeared:

Mr Elcio Luiz Romao, managing director, residing in 2, rue Jean Marx, L-8250 Mamer, acting as attorney of the company BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., R.C. Number B 41.351, having its registered office in Luxembourg,

pursuant to resolutions of the Board of Directors passed on 28 April 1998 the minutes of which shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Who declared and required the notary to act that:

I.

The Company BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A. was incorporated pursuant to a deed of Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, dated August 28th, 1992, published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C Number 633 dated 31 December 1992.

The Articles of Incorporation have been amended by a deed of the same notary dated 7 June 1995, published in the Mémorial, Recueil Spécial C Number 436 dated 7 September 1995.

The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a deed of the same notary dated 26 June 1996, published in the Mémorial, Recueil Spécial C Number 502 dated 7 October 1996.

II.

The Company BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A. has presently a fully subscribed and paid-in capital of sixteen million (16,000,000.-) US Dollars divided into sixteen thousand (16,000) shares having a par value of one thousand (1,000.-) US Dollars each, all of which have been fully paid up in cash.

Article 5, second paragraph of the Articles of Incorporation sets the authorized capital of the Company at eighty million (80,000,000.-) US Dollars divided into eighty thousand (80,000) shares having a par value of one thousand (1,000.-) US Dollars each, whereas Article 5, paragraphs 4 to 6 states that:

«The Board of Directors of the Company is authorized and instructed to render effective such increase of the capital, in whole or in part from time to time, within a period expiring on the fifth anniversary of the publication in the Mémorial, Recueil Spécial C of the notarial extraordinary general meeting dated June 7th, 1995. The period or extent of this authority may be extended by the shareholders in Extraordinary General Meeting from time to time for any authorized shares which have not yet been subscribed and which the Board of Directors has not agreed upon to any confirmed subscription at that time; the Board shall decide to issue shares representing such whole or partial increase of the capital and shall accept subscriptions for such shares.

The Board is hereby authorized and instructed to determine the conditions attaching to any subscription, or it may from time to time resolve to effect such whole or partial increase upon the conversion of any net profit of the Company into capital and the attribution of fully-paid shares to shareholders in lieu of dividends.

Each time the Board of Directors shall so act to render effective the increase of capital, as authorized, Article five of the Articles of Incorporation should be amended so as to reflect the result of such action; the Board should take or authorize any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

In connection with this authorization to increase the capital, the Board of Directors of the Company is authorized to waive or to limit any preferential subscription rights of the existing shareholders for the same period of five years.»

III.

Pursuant to the above-mentioned resolutions of the Board of Directors of 28 April 1998, the Directors have obtained and accepted the subscription by the company BANCO DO ESTADO DE SAO PAULO S.A., a company having its registered office at Sao Paulo (Brazil), to twelve thousand three hundred fifty (12,350) shares of a par value of one thousand (1,000.-) US Dollars per share.

These new shares have been fully subscribed and entirely paid up in cash.

The reality of the subscription has been proved to the undersigned notary by a subscription report.

It has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it, that the amount of twelve million three hundred fifty thousand (12,350,000.-) US Dollars is forthwith at the free disposal of the company.

IV.

As a consequence of such increase of capital, paragraph 1 of Article 5 of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth read as follows:

«**Art. 5. First paragraph.** The corporate capital is fixed at twenty-eight million three hundred fifty thousand (28,350,000.-) US Dollars represented by twenty-eight thousand three hundred fifty (28,350) shares with a par value of one thousand (1,000.-) US Dollars each.»

Valuation

For registration purposes the present increase of capital is valued at four hundred and fifty-seven million eight hundred and fourteen thousand five hundred (457,814,500.-) Luxembourg Francs.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed with Us the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quatre mai.

Par-devant Maître Jean Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Monsieur Elcio Luiz Romao, administrateur-délégué, demeurant à 2, rue Jean Marx, L-8250 Mamer, agissant en tant que mandataire de la société anonyme BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., R.C. B 41.351 ayant son siège social à Luxembourg,

en vertu de résolutions du Conseil d'Administration en date du 28 avril 1998, dont le procès-verbal restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ses déclarations suivantes:

I.

La société BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A. fut constituée par acte de Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 août 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 633 du 31 décembre 1992.

Les statuts de la société ont été modifiés par un acte du même notaire en date du 7 juin 1995, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 436 du 7 septembre 1995.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du même notaire en date du 26 juin 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 502 du 7 octobre 1996.

II.

Ladite société BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A. a actuellement un capital souscrit et libéré de seize millions (16.000.000,-) US Dollars représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) US Dollars chacune, libérées entièrement en espèces.

L'article 5, alinéa 2, des statuts fixe le capital autorisé de la société à quatre-vingts millions (80.000.000,-) US Dollars représenté par quatre-vingt mille (80.000) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) US Dollars chacune, alors que l'article 5, alinéa 4 à 6 stipule que:

«Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital en une fois ou en tranches périodiques, endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'assemblée générale extraordinaire notariée du 7 juin 1995. La durée ou l'étendue de ce pouvoir peut être prolongée de temps en temps par l'assemblée générale, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite, et pour laquelle il n'existerait pas à cette date d'engagement de la part du Conseil d'Administration en vue de la souscription; le Conseil d'Administration décidera l'émission des actions représentant cette augmentation entière ou partielle et acceptera les souscriptions afférentes.

Le Conseil est également autorisé et chargé de fixer les conditions de toute souscription ou décidera l'émission d'actions représentant tout ou partie de cette augmentation au moyen de la conversion du bénéfice net en capital et l'attribution périodique aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée par le Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé, l'article cinq des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée et publiée par le Conseil d'Administration ou par toute personne désignée par le Conseil à cette fin.

En relation avec cette autorisation d'augmenter le capital social, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à suspendre ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants pour la même période de cinq ans.»

III.

En exécution des résolutions du Conseil d'Administration précitées prises en date du 28 avril 1998, les administrateurs de la Société ont obtenu et accepté la souscription de la société BANCO DO ESTADO DE SAO PAULO S.A., une société de droit brésilien, avec siège social à Sao Paulo (Brésil) de douze mille trois cent cinquante (12.350) actions de la société d'une valeur nominale de mille (1.000,-) US Dollars chacune.

Ces nouvelles actions ont été entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces.

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire instrumentaire par des bulletins de souscription.

Il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément que le montant de douze millions trois cent cinquante mille (12.350.000,-) US Dollars est désormais à la libre disposition de la société.

IV.

A la suite de l'augmentation de capital qui précède, l'alinéa premier de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. premier alinéa:** Le capital social est fixé à vingt-huit millions trois cent cinquante mille (28.350.000,-) US Dollars représenté par vingt-huit mille trois cent cinquante (28.350) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) US Dollars chacune.»

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement la présente augmentation de capital est estimée à quatre cent cinquante-sept millions huit cent quatorze mille cinq cents (457.814.500,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: E. Romao, J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 1998, vol. 107S, fol. 55, case 12. – Reçu 4.568.636 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1998.

A. Schwachtgen.

(18632/230/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.351.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

A. Schwachtgen.

(18633/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.351.

Extrait des Résolutions prises par l'Assemblée Générale du 4 mai 1998

L'assemblée nomme M. Luiz Gonzaga Salvate au poste d'Administrateur en remplacement de M. Ivo Costenaro. Les administrateurs en fonction sont donc les suivants:

- M. Antonio José Barreto De Paiva, São Paulo (Brésil)
- M. Elcio Luiz Romão, Mamer (Grand-Duché de Luxembourg)
- M. Héliro Rocholli, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)
- M. Marcelo Peron Pereira, São Paulo (Brésil)
- M. Luiz Gonzaga Salvate, São Paulo (Brésil).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A.

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102 case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18634/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.351.

Dans sa résolution du 5 mai 1998, le Conseil d'Administration a promu Madame Chantal Godard à la fonction de Personal & Administration Officer et lui a octroyé une signature B.

Aux fins de publication au Mémorial et modification au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 6 mai 1998.

Un Administrateur

Elcio Luiz Romão

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102 case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18635/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.351.

*Signatures autorisées:**Conseil d'administration*

Antonio J. Barreto De Paiva	Président	Signature A
Elcio Luiz Romão		Signature A
Héliro Rocholli		Signature A
Marcelo Peron Pereira		Signature A
Luiz Gonzaga Salvate		Signature A

Direction

Elcio Luiz Romão	Managing Director	Signature A
Héliro Rocholli	Director	Signature A
Eliana D'Agostini	Manager	Signature A
Patrick Javel	Assistant Manager	Signature B
Marie-Claire Milenkovic	International Department Officer	Signature B
Chantal Godard	Personal & Administration Officer	Signature B

Aux fins de modification au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 6 mai 1998.

Pour la BANQUE BANESPA INTERNATIONAL S.A.

Elcio Luiz Romão

Héliro Rocholli

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 102 case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18636/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

EAST PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,
R. C. Luxembourg B 33.655.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-huit avril.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois EAST PARTNERS S.A., avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 33.655.

L'assemblée est ouverte à onze heures sous le présidence de Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Muriel Magnier, licenciée en notariat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant à Tuntange.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital social à concurrence de USD 500.000,- (cinq cent mille dollars américains) par transformation d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible en vue de le porter de USD 200.000,- (deux cent mille dollars américains) à USD 700.000,- (sept cent mille dollars américains) par la création de 5.000 (cinq mille) actions nouvelles de 100,- USD (cent dollars américains) chacune, émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2) Souscription et libération des 5.000 (cinq mille) actions nouvelles par l'actionnaire majoritaire.

3) Instauration d'un capital autorisé de USD 10.000.000,- (dix millions de dollars américains) avec émission d'actions nouvelles avec pouvoir de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires et autorisation au Conseil d'Administration à émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

4) Modification de l'article 5 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à USD 700.000,- (sept cent mille dollars américains), représenté par 7.000 (sept mille) actions d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars américains) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de USD 10.000.000,- (dix millions de dollars américains), qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars américains) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 28 avril 2003, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

II. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de cinq cent mille (500.000,-) dollars des Etats-Unis, pour le porter de son montant actuel de deux cent mille (200.000,-) dollars des Etats-Unis, à sept cent mille (700.000,-) dollars des Etats-Unis, par la création et l'émission au pair de cinq mille (5.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent (100,-) dollars des Etats-Unis chacune, à libérer intégralement par conversion en capital d'une créance détenue par un actionnaire contre la société à concurrence d'un montant de cinq cent mille (500.000,-) dollars des Etats-Unis.

Ces actions auront les mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Souscription

Ensuite est intervenu aux présentes I, actionnaire ICOL S.A. société anonyme, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

ici représenté par Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant à Tuntange,

aux termes d'une procuration sous seing privé annexée à la prédite liste de présence,

lequel a déclaré, de l'accord unanime de l'assemblée, souscrire à cinq mille (5.000) actions qu'il libère pour leur valeur nominale, soit un montant de cinq cent mille (500.000,-) dollars des Etats-Unis par la conversion en capital d'une créance jusqu'à concurrence d'un montant de cinq cent mille (500.000,-) dollars des Etats-Unis, qu'il détient contre la société.

Ladite créance est certaine, liquide et exigible, persiste à la date de ce jour et peut être évaluée au moins à cinq cent mille (500.000,-) dollars des Etats-Unis, ainsi que cela résulte d'un certificat émis par la société en date du 28 avril 1998, et d'une attestation du souscripteur du 27 avril 1998, ci-annexés.

Cette créance figure à la situation bilantaire intermédiaire du 28 février 1998 que l'assemblée approuve présentement, et laquelle restera annexée aux présentes.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la loi du 10 août 1915 le prédit apport en nature a fait l'objet d'un rapport d'un réviseur d'entreprises, en l'occurrence H.R.T. REVISION, S.à rl., réviseur d'entreprises, avec siège social à Luxembourg.

Ce rapport, daté à Luxembourg, le 22 avril 1998, restera annexé aux présentes et conclut comme suit:

«Conclusion:

A la suite de nos vérifications, nous sommes d'avis que:

1. l'apport est décrit de façon claire et précise;

2. le mode d'évaluation est approprié dans les circonstances;

3. la créance de USD 3.750.000,- est certaine, liquide et exigible et peut être convertie partiellement à concurrence de USD 500.000,- pour augmenter le capital de EAST PARTNERS S.A. de ce montant par l'émission de 5.000 actions nouvelles de USD 100,- chacune.

H.R.T. PEVISION, S. à rl.

(signé) Dominique Ransquin

Luxembourg, le 22 avril 1998.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'instaurer un capital autorisé d'un montant de dix millions (10.000.000,-) de dollars des Etats-Unis, qui sera représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de cent (100,-) dollars des Etats-Unis chacune, donne pouvoir au Conseil d'Administration de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires et autorise le Conseil d'Administration à émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

Troisième résolution

En conséquence des deux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à USD 700.000,- (sept cent mille dollars américains), représenté par 7.000 (sept mille) actions d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars américains) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de USD 10.000.000,- (dix millions de dollars américains), qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de USD 100,- (cent dollars américains) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 28 avril 2003, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

Evaluation et frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de l'augmentation de capital est évalué à dix-huit millions quatre cent quatre-vingt-seize mille cinq cents (18.496.500,-) francs luxembourgeois.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à deux cent quarante-cinq mille (245.000,-) francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à onze heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: H. Grisius, M. Magnier, M. Delfosse, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 107S, fol. 48, case 2. – Reçu 184.965 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 1998.

R. Neuman.

(18662/226/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

EAST PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 33.655.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

(18663/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

GEO & HYDRO ENVIRONNEMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the 16th of April.

Before Us, Maître Christine Doerner, notary residing in Bettembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of GEO & HYDRO ENVIRONNEMENTS S.A., société anonyme, with its registered office in Luxembourg, 99, rue des Trévières;

incorporated by deed established by the undersigned notary on the 29th of November 1996, published in the Mémorial C of the year 1997, page 4277.

The meeting was presided by Mister Roland Gierenz, clerk de notaire, residing in Huldange.

The chairman appointed as secretary Madame Josiane Hammerel, employée privée, residing in Bettembourg.

The meeting appointed as scrutineer Mister Ben Keet, residing in Rodange.

The chairman declared and requested the notary to act that:

I. - The agenda of the meeting is the following:

1. - To transfer the registered office of the company from Luxembourg to L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.
2. - Subsequent amendment of the second paragraph of Article 1 of Articles of incorporation of the Company.
3. - Statutory nominations.

II. - There has been established an attendance list, showing the shareholders present and represented and the number of their shares, which, after having been signed by the shareholders or their proxies and by the Bureau of the meeting will be registered with this deed together with the proxies initialled ne varietur by the proxy holders.

III. - It appears from the attendance list that all the shares are present or represented at the meeting.

The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

IV. - After deliberation, the following resolutions were unanimously taken:

First resolution

The general meeting decides to transfer the registered office of the company from Luxembourg to L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.

Second resolution

The general meeting, as a result of the above resolution, decides to amend the second paragraph of article 1 of the Articles of Incorporation so that it will be from now on read as follows:

«**Art. 1. Second Paragraph.** The registered office is established in Rodange.»

Third resolution

Mrs. Thérèse Brasseur resigned as a director and discharge is given to her, and will be replaced by Mr. Anton Hoekstra, residing in Vaartweg, 180, Bovenmilde, Holland.

The board of director ist composed as follow:

- Mr. Ben Keet, Director of Company, residing in Rodange, is nominated as administrateur-délégué,
- Mrs. Magda Marianne Keet-Hoekstra, residing in Arnhem (Holland),
- Mr. Anton Hoekstra, residing in Vaartweg, 180, Bovenmilde, Holland.

The company BRASSEUR COMPTABILITE, S.à r.l. resigned as an auditor and discharge is given to her, and will be replaced by Mr. Jean Marc Heitz, residing in L-5335 Moutfort, 20, Gappenhiehl.

Expenses

The expenses, costs and remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed ar estimated at approximately fifteen thousand Luxembourg francs (FLUX 15,000.-).

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Bettembourg, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the persons appearing all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil statuts and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no other shareholder expressing the request to sign.

Follows the French translation:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le seize avril.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GEO & HYDRO ENVIRONNEMENTS S.A. avec siège social à Luxembourg, 99, rue des Trévières;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, le 29 novembre 1996, publié au Mémorial C de 1997, page 4277.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roland Gierenz, clerc de notaire, demeurant à Huldange.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Josiane Hammerel, employée privée, demeurant à Bettembourg.

A été appelé aux fonctions de scrutateur, Monsieur Ben Keet, demeurant à Rodange.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- 1) Transfert du siège social de la société de Luxembourg à L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.
- 2) Modification afférente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la Société.
- 3) Nominations Statutaires.

II. - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. - L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. - La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.

Deuxième résolution

Suite à ce transfert de siège le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts est à lire comme suit:

«**Art. 1^{er}. Deuxième Alinéa.** Le siège social est établi à Rodange.»

Troisième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de l'administrateur Madame Thérèse Brasseur à compter d'aujourd'hui et lui donne décharge.

Est nommé nouveau administrateur Monsieur Anton Hoekstra, demeurant à Vaartweg, 180, Bovensmilde, Hollande.

Ainsi le conseil d'administration se compose comme suit:

- Monsieur Ben Keet, directeur de société, demeurant à Rodange, qui est également nommé administrateur-délégué,
- Madame Magda Marianne Keet-Hoekstra, demeurant à Arnhem (NL),
- Monsieur Anton Hoekstra, demeurant à Vaartweg, 180, Bovensmilde, Hollande.

L'assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes BRASSEUR COMPTABILITE, S.à r.l. à compter d'aujourd'hui et lui donne décharge.

Est nommé nouveau commissaire aux comptes:

Monsieur Jean-Marc Heitz, demeurant à L-5335 Moutfort, 20, Gappenhiehl.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quinze mille francs luxembourgeois (FLUX 15.000,-).

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 avril 1998, vol. 833, fol. 72, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 29 avril 1998.

C. Doerner.

(18697/209/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

GEO & HYDRO ENVIRONNEMENTS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-4832 Rodange, 432, route de Longwy.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 1998.

C. Doerner.

(18698/209/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

SYMPTOM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le six avril.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1.- Monsieur Peter Bekaert, directeur, demeurant à Hubert Frere Orbanlaan 632, 9000 Gent, Belgique.

2.- Monsieur Kris De Coninck, directeur, demeurant à Berkenlaan 632, 9840 de Pinte, Belgique,

ici représenté par Monsieur Peter Bekaert, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un commerce d'importation et d'exportation de compact-discs, de CO-Roms, de supports audio-visuels et informatiques au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts avec ou sans affectation hypothécaire et en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de SYMPTOM, S.à r.l.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre associés.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée. Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF), représenté par cinq cent (500) parts sociales, d'une valeur de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Peter Bekaert, prénommé, deux cent cinquante parts sociales	250
2.- Monsieur Kris De Connick, prénommé, deux cent cinquante parts sociales	250
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes ces parts ont été souscrites et entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cinq cents mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés laquelle fixe la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont révocables ad nutum par l'assemblée générale des associés.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 1998.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à trente mille francs luxembourgeois (30.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant comme seuls associés l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:

- Monsieur Peter Bekaert, prénommé.

Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Kris De Coninck, prénommé.

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant sans limitation.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est établi à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

Dont acte, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Bekaert, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 9 avril 1998, vol. 405, fol. 31, case 3. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 7 mai 1998.

E. Schroeder.

(18615/228/97) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

CAR INTERNATIONAL FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 12.565.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 95, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

(18644/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

CAR INTERNATIONAL FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 12.565.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 95, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

(18645/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COMPAGNIE BEST LUXEMBOURGEOISE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 53.195.

Le bilan au 31 janvier 1997, enregistré à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 95, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

(18648/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COMPAGNIE BEST LUXEMBOURGEOISE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 53.195.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 95, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 1998.

(18649/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Le bilan au 31 décembre 1991, le compte de profits et pertes pour la période du 27 août 1990 au 31 décembre 1991 enregistrés à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

(18652/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Le bilan au 31 décembre 1992, le compte de profits et pertes pour la période du 1 janvier 1992 au 31 décembre 1992 enregistrés à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

(18653/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Le bilan au 31 décembre 1993, le compte de profits et pertes pour la période du 1 janvier 1993 au 31 décembre 1993 enregistrés à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

(18654/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Le bilan au 31 décembre 1994, le compte de profits et pertes pour la période du 1 janvier 1994 au 31 décembre 1994 enregistrés à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

(18655/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Le bilan au 31 décembre 1995, le compte de profits et pertes pour la période du 1 janvier 1995 au 31 décembre 1995 enregistrés à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

(18656/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 34.804.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du jeudi 13 mars 1993

- L'assemblée accepte la démission de Messieurs François Diderrich et Julien Zimmer comme Administrateurs et élit Messieurs Alphonse Johans et Nick Vainker comme Administrateurs et réélit Monsieur Faik Yargucu comme Administrateur-Délégué.

- L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Charles comme Commissaire aux Comptes et élit Monsieur Guy Decker comme Commissaire aux Comptes.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de transférer le siège social au n° 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

COSMOPOLITAN HOLDING S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 1998, vol. 506, fol. 97, case 4.

(18657/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 23.252.

Le bilan au 30 juin 1991, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18675/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1992, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18676/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1993, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18677/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 124, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1994, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18678/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 124, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18679/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 124, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18680/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FIBELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 124, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 23.252.

—
Le bilan au 30 juin 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 1998.

Signatures.

(18681/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COMPU-TRADING LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.
R. C. Luxembourg B 26.171.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 88, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 mai 1998.

Pour ordre
FIDUCAIRE ALBERT SCHILTZ S.C.
Signature

(18650/549/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

COMPU-TRADING LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Mamer.
R. C. Luxembourg B 26.171.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 88, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 mai 1998.

Pour ordre
FIDUCAIRE ALBERT SCHILTZ S.C.
Signature

(18651/549/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

CANON BENELUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1458 Luxembourg, 5, rue de l'Eglise.
R. C. Luxembourg B 16.539.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 30 janvier 1998 que :

1. Monsieur Takamitsu Soyama démissionne de ses fonctions d'administrateur de CANON BENELUX S.A. avec effet immédiat. Il s'ensuit que tous les pouvoirs lui conférés en date du 31.03.1995 sont annulés.
2. Monsieur David Woolston, demeurant Kanteel 95 à NL-1083 DCC Amsterdam est nommé administrateur en remplacement de Monsieur Soyama. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2001.

Pour extrait sincère et conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 88, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18643/549/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FABLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.
R. C. Luxembourg B 52.001.

Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Annuelle du 2 mai 1997 tenue au siège social de la société

Résolutions

L'assemblée ratifie les actes posés par les Administrateurs du 12 juillet 1996 jusqu'à ce jour et décide de réélire, comme Administrateurs, pour une durée de six ans.

M. Antonio Radicchio, Administrateur de sociétés, demeurant à I-Milan;

M^e Paolo Brenni, Avocat, demeurant à CH-Lugano;

M^e Carlos Zeyen, Avocat, demeurant à L-Bridel.

L'assemblée ratifie les actes posés par le Commissaire aux Comptes du 12 juillet 1996 jusqu'à ce jour et décide de réélire, comme Commissaire aux Comptes, pour une durée de six ans:

BDO BINDER (LUXEMBOURG), S.à r.l., avec siège social à L-Luxembourg.

Pour extrait conforme
FABLUX S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 1998, vol. 506, fol. 101, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18673/536/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

EGEST FINANCE S.C.A., Société en commandite par actions.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze avril à seize heures.

Se tient l'Assemblée Générale Extraordinaire sous la présidence de Monsieur Nilles Michel, qui désigne Monsieur Schellen Alfred comme scrutateur.

Monsieur le Président constate que toutes les actions étant présentes ou représentées, il a pu faire abstraction des convocations d'usage, tous les Actionnaires se reconnaissant valablement convoqués et ayant connaissance de l'ordre du jour. L'assemblée étant dûment constituée, elle peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Changement d'adresse

Après en avoir délibéré, l'Assemblée prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. Que le siège de la société est transféré au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le président lève la séance à seize heures et demie.

R M Nilles A. Schellen

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18664/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

EGEST INVEST & CIE, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le quinze avril à dix huit heures.

Se tient l'Assemblée Générale Extraordinaire sous la présidence de Monsieur Nilles Michel, qui désigne Monsieur Schellen Alfred comme scrutateur.

Monsieur le Président constate que toutes les actions étant présentes ou représentées, il a pu faire abstraction des convocations d'usage, tous les Actionnaires se reconnaissant valablement convoqués et ayant connaissance de l'ordre du jour. L'Assemblée étant dûment constituée, elle peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Changement d'adresse

Après en avoir délibéré, l'Assemblée prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. Que le siège de la société est transféré au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le président lève la séance à seize heures et demie.

R. M. Nilles A. Schellen

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18665/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINANCIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 52.444.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt et un avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding FINANCIERE INTERNATIONALE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 52.444, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 9 octobre 1995, publié au Mémorial C, numéro 625 du 8 décembre 1995, et dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch.

La présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Angela Cinarelli, employée privée, demeurant à Fentange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Maurizio Natale, comptable, demeurant à Dudelange.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les cent (100) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification du pouvoir des administrateurs. Les administrateurs sont seulement autorisés à effectuer la gestion journalière de la société. Ils ne pourront ni acheter ni vendre des participations sans en avoir été au préalable autorisés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la gestion journalière de la société. Les administrateurs ne pourront ni acheter ni vendre des participations sans en avoir été au préalable autorisés par l'assemblée générale des actionnaires.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. Moreschi, A. Cinarelli, M. Natale, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 avril 1998, vol. 833, fol. 73, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 mai 1998.

J.-J. Wagner.

(18685/239/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINANCIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 52.444.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 mai 1998.

J.-J. Wagner.

(18686/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

EILAN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 17.587.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 1998

L'assemblée prend connaissance de la démission de Messieurs Jean-Paul Reiland, François Mesenburg et Jean-Robert Bartolini, Administrateurs de la société, et de la société FIN-CONTROLE S.A., Commissaire de la société et nomme en remplacement aux postes d'Administrateur: Messieurs Guy Glesener, Jacques Tordoor et Yves Wallers et au poste de Commissaire: Monsieur Edmond Ries. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2003.

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société au 3B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(18666/531/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINAV S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 47.162.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-sept mars.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FINAV S.A. avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 24 mars 1994, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 276 du 20 juillet 1994 et dont les statuts furent modifiés suivant acte notarié, en date du 18 février 1998, non encore publié.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Teunis C. Akkerman, conseil économique, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Irène Keilen, employée privée, demeurant à Moesdorf.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1. Augmentation du capital de soixante-trois millions quatre cent trente-six mille francs belges (63.436.000,- BEF) pour le porter de son montant actuel de un million deux cent cinquante mille francs belges (1.250.000,- BEF) à soixante-quatre millions six cent quatre-vingt-six mille francs belges (64.686.000,- BEF) par l'émission de soixante-trois mille quatre cent trente-six (63.436) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs belges (1.000,- BEF), ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Souscription et libération par Monsieur Gilbert Wahnich des nouvelles actions par apport en nature de cent et trois mille six cent vingt-trois (103.623) actions de la société anonyme de droit français GCI évaluées à soixante-trois millions quatre cent trente-six mille francs belges (63.436.000,- BEF).

3. Modification afférente du premier alinéa de l'article 3 des statuts.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur, par les comparants et le notaire instrumentant.

III. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital de soixante-trois millions quatre cent trente-six mille francs belges (63.436.000,- BEF) pour le porter de son montant actuel de un million deux cent cinquante mille francs belges (1.250.000,- BEF) à soixante-quatre millions six cent quatre-vingt-six mille francs belges (64.686.000,- BEF) par l'émission de soixante-trois mille quatre cent trente-six (63.436) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs belges (1.000,- BEF), ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription et libération

Est alors intervenu aux présentes:

Monsieur Gilbert Wahnich, homme d'affaires, demeurant à F-75116 Paris,

ici représenté par Monsieur Teunis C. Akkerman, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 16 mars 1998, laquelle restera annexée aux présentes, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, pour être formalisée avec elles,

lequel, représenté comme dit-est, déclare souscrire les soixante-trois mille quatre cent trente-six (63.436) actions nouvelles et les libérer entièrement par un apport en nature de cent trois mille six cent vingt-trois actions (103.623) de la société anonyme de droit français GCI, avec siège social à Paris, soit cinquante-quatre pour cent (54%) évaluées dans un rapport établi par DELOITTE ET TOUCHE, réviseur d'entreprises, ayant son siège social à Luxembourg, en date du 27 mars 1998 qui conclut comme suit:

«La description des apports répond à des conditions normales de précision et de clarté.

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur des actifs acquis qui correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera, après avoir été signé ne varietur, par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3, 1^{er} alinéa des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à soixante-quatre millions six cent quatre-vingt-six mille francs belges (64.686.000,- BEF) représenté par soixante-quatre mille six cent quatre-vingt-six mille (64.686) actions d'une valeur nominale de mille francs belges (1.000,- LUF) chacune. Ces actions sont rachetables selon les dispositions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ sept cent vingt-cinq mille francs (725.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T.C. Akkerman, A. Braquet, I. Keilen, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 1998, vol. 106S, fol. 89, case 1. – Reçu 634.360 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 mai 1998.

G. Lecuit.

(18689/220/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINAV S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 47.162.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 mai 1998.

G. Lecuit.

(18690/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FGL - DELOITTE & TOUCHE INTERNAL AUDIT, Société à responsabilité limitée.

Capital social: 500.000,- LUF.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 21, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 45.980.

Le bilan au 30 avril 1997, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 1998, vol. 506, fol. 90, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

AFFECTATION DU RESULTAT

	LUF
Résultats reportés	(48.541)
Résultat de l'exercice	(17.660)
.....	(66.201)

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Report à nouveau	(17.660)
Résultat reporté	(66.201)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 1998.

Signature.

(18674/507/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINANZGESELLSCHAFT FÜR DAS RHEINLANDGEBIET A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 16.020.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 1998.

Signature.

(18687/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

FINANZGESELLSCHAFT FÜR DAS RHEINLANDGEBIET A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 16.020.

Le bilan au 30 juin 1997, enregistré à Luxembourg, le 29 avril 1998, vol. 506, fol. 67, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 1998.

Signature.

(18688/531/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 1998.